

Partnerships

General

January 1989

142

CARON
RUSO
-057

PURPOSE OF THIS GUIDE

This guide outlines the application of retail sales tax to various partnership transactions.

FORMATION OF A NEW PARTNERSHIP

When a new partnership is formed, retail sales tax is not payable on the tangible personal property transferred to the partnership at that time by the participating partners, provided they paid the applicable tax on their initial acquisition of the tangible personal property.

PURCHASE OF A PARTNERSHIP INTEREST

One or more persons may purchase an interest in an existing partnership. For retail sales tax purposes, this results in the formation of a new partnership.

Retail sales tax is not payable on the tangible personal property transferred into the new partnership at that time by the former partnership, the continuing partners, and the new partner(s), provided these parties paid the applicable tax on their initial acquisition of the tangible personal property.

TRANSACTIONS BETWEEN PARTNERS AND PARTNERSHIP

Subsequent to its formation, a partnership may enter into purchase or sale transactions with its partners. Retail sales tax applies to such transactions as follows:

- A partnership may purchase tangible personal property from a partner. The tax payable by the partnership may be reduced in proportion to the selling partner's share of the partnership, provided the partner paid the applicable tax on his or her initial acquisition of the tangible personal property.
- A partner may repurchase tangible personal property that he or she previously sold to the partnership. Tax is not payable on this transaction provided the partner paid the applicable tax on his or her initial acquisition of the tangible personal property.
- A partner may purchase tangible personal property which the partnership originally purchased from a supplier. The tax payable by the partner may be reduced in proportion to the partner's share of the partnership, provided the partnership paid the applicable tax when it purchased the item. If the partnership purchased the tangible personal property for resale or did not pay the applicable tax, the partner must pay tax on the total fair value of the tangible personal property at the time of purchase from the partnership.

A partner may acquire assets that were originally transferred into the partnership by the other partner(s). Tax is payable by the partner on the fair value of the tangible personal property at the time of purchase from the partnership.

DISSOLUTION OF A PARTNERSHIP

When a partnership is dissolved, the retail sales tax treatment of tangible personal property transferred to the partners is as follows:

- No tax applies if the partner receives the same assets he or she originally transferred into the partnership, provided the partner paid the applicable tax when initially acquiring the assets.
- Where a partner receives assets that were originally transferred into the partnership by the other partner(s), tax is payable by the partner on the fair value of the tangible personal property at the time of dissolution.
- Where a partner receives assets that were acquired by the partnership from suppliers, the tax payable by the partner on the fair value of the tangible personal property at the time of dissolution may be reduced in proportion to the partner's share of the partnership, provided the partnership paid the applicable tax at the time of purchase. If the partnership purchased the tangible personal property for resale or did not pay the applicable tax, the partner must pay tax on the total fair value of the tangible personal property at the time of dissolution.

The information in this publication is only a guideline. For more specific information, please consult the Retail Sales Tax Act or contact your local Retail Sales Tax Office listed in the blue pages of your telephone directory.

DISSOLUTION D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

- Lors de la dissolution d'une société en nom collectif, voici comment appliquer la taxe aux biens corporels cédés aux associés.
- Un associé qui récupère les biens qu'il avait auparavant cédés à la société n'est pas tenu de payer la taxe sur la juste valeur des biens corporels que d'autres associés avaient cédés à la société doit payer la taxe sur la juste valeur de ces biens au moment de la dissolution.
- Un associé qui régale des biens mobiliers corporels que d'autres associés avaient cédés à la société doit payer la taxe sur la juste valeur de ces biens au moment de la dissolution.
- Lorsqu'un associé régale des biens mobiliers corporels que la société avait achetés à des fournisseurs, la taxe exigible sur la juste valeur de ces biens au moment de la dissolution peut être réduite proportionnellement à la part de l'associé dans la société en nom collectif, à condition que la société ait payé la taxe lorsqu'elle a acheté ces biens. Si la société avait acheté ces biens dans l'intention de les revendre ou qu'elle n'aît pas payé la taxe sur la juste valeur de ces biens au moment de la dissolution, la société doit payer la taxe de la dissolution.

Les renseignements figurant dans cette publication ne sont donnés qu'à titre d'indication. Pour plus de précision, veuillez vous reporter à la Loi sur la taxe de vente au détail ou vous adresser au bureau local de la taxe de vente au détail indiqué dans les pages bleues de l'annuaire.

- Lorsqu'un associé achète un bien meuble corporel que la société a acheté à un fournisseur, la taxe due doit payer l'associé pour être réduite proportionnellement à la part qu'il détient dans la société, à condition que la société ait payé la taxe exigible pour le revendeur ou qu'elle n'ait pas payé la taxe. Si la société doit payer la taxe sur la valeur du bien au moment où il l'achète à la société.
- Si un associé acquiert des biens meubles corporels que d'autres associés avaient auparavant cédés à la société, il doit payer la taxe sur la juste valeur des biens au moment où il les achète.

Une fois constituée, une société en nom collectif peut conclure des achats et des ventes avec ses associés. Voici comment appliquer la taxe de vente au détail dans ces cas.

TRANSACTIONS ENTRE LES ASSOCIÉS ET LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

- Lorsqu'une société en nom collectif achète un bien meuble corporel à un associé, la taxe due doit payer la taxe exigible lorsqu'il a acheté ce bien.
- Lorsqu'une société en nom collectif peut étre réduite proportionnellement à la part que l'associé détient dans la société, à condition qu'il ait payé la taxe exigible lorsqu'il a acheté ce bien.
- Lorsqu'un associé rachète un bien meuble corporel qu'il avait auparavant vendu à la société, la taxe n'est pas exigible à condition qu'il ait payé la taxe pour la première fois.
- Lorsqu'un associé achète un bien meuble corporel qu'il ait acheté à la société, la taxe n'est pas exigible à condition qu'il ait payé la taxe exigible lorsqu'il a acheté ce bien.

La taxe de vente au détail n'est pas imposée sur les biens meubles corporels qui sont alors cédés à la nouvelle société par l'ancienne société, les personnes qui demeurent associées et les nouveaux associés, à condition qu'ils aient payé la taxe exigible lorsqu'ils ont acheté ces biens.

ACQUISITION D'UNE PART DANS UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

Lorsqu'une ou plusieurs personnes acquièrent une part dans une société en nom collectif, l'on considère, aux fins de la taxe de vente au détail, qu'il y a alors constitution d'une nouvelle société en nom collectif.

Une fois constituée, une société en nom collectif peut conclure des achats et des ventes avec ses associés. Voici comment appliquer la taxe de vente au détail dans ces cas.

CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

Ce guide explique comment appliquer la taxe de vente au détail aux diverses transactions des sociétés en nom collectif.

OBJET DE CE GUIDE

Renseignements généraux

janvier 1989

142F

Sociétés en nom collectif

Guide de la taxe de vente de l'Ontario

